

Le Monde

En Occitanie, des maires se rassemblent pour partager leur « passion », leur « isolement » et « une violence qui monte »

A l'invitation de sa présidente socialiste, Carole Delga, la région Occitanie a reçu 2 000 maires ou élus municipaux, lors de deux journées, pour leur présenter les dispositifs existants et écouter leurs problèmes.

Par [Philippe Gagnebet](#) (Toulouse, correspondant)

Publié aujourd'hui à 12h35, modifié à 13h03

Temps de Lecture 4 min.



Carole Delga, présidente de la région Occitanie, lors des rencontres des maires d'Occitanie, à Toulouse, le 11 mai 2023. LYDIE LECARPENTIER THOMAS/ RÉGION OCCITANIE

« On s'attendait à une grande messe, cela a été plutôt intéressant. » Pour Michel Garcia, maire socialiste de Matemale, une petite commune des Pyrénées-Orientales, la journée du 9 mai à Montpellier s'est bien passée, et a été fructueuse. Deux jours plus tard, à Toulouse, Vincent Terrail-Novès, le maire (Renaissance) de Balma, en Haute-Garonne, jugeait l'initiative « très maligne » et « innovante ». A l'invitation de Carole Delga, présidente socialiste de la région Occitanie, 2 000 maires ou leurs adjoints, sur les 4 500 que compte la région, ont répondu présent pour ces premières « rencontres des maires d'Occitanie ». « Dans un contexte particulier marqué par le Covid-19, la réforme des retraites, la guerre, ou l'inflation, j'ai voulu ce dialogue direct pour parler de nos actions avec vous », commentait M^{me} Delga, en ouverture de la première journée, à Montpellier.

Au programme : discours de la présidente de la région le matin, parole donnée à la salle et éclairage de la politologue Chloé Morin, avant le traditionnel grand repas autour des produits régionaux. Puis, l'après-midi, déambulation dans un grand « village des services » pour

permettre aux élus de rencontrer les techniciens sur les thèmes aussi vastes que les financements, les équipements, les mobilités, la santé ou encore les énergies renouvelables. Toutes les compétences régionales dont les communes, par des aides financières ou techniques, peuvent bénéficier.

Avec six millions d'habitants, l'Occitanie se définit comme un ensemble constitué par une longue bande de littoral jusqu'à l'Espagne, la chaîne des Pyrénées, et deux grandes métropoles faisant un peu d'ombre à une multitude de petites communes rurales. « *Nous sommes aussi la région la plus enclavée en termes de transports, et celle qui, en 2050, aura connu la plus forte hausse démographique* », insistait Carole Delga. Elle a donc longuement énuméré les dispositifs existants « *pour créer 25 000 emplois par an* » ou pour faire face à un « *changement climatique qui nous impacte au plus haut point* ».

« Pris en étau »

A Montpellier, au cœur de la grande salle Arena, les maires ont pu prendre la parole. Et les questions ont fusé, très variées : « *Que faites-vous pour nous aider à recruter des secrétaires de mairie ?* » « *Comment adapte-t-on la loi littoral à l'installation de panneaux photovoltaïques ?* » « *L'hôpital de Decazeville [Aveyron] va-t-il fermer ?* » M^{me} Delga a répondu, point par point.

A Villeneuve-lès-Maguelone (Hérault), la maire Véronique Négret (divers gauche) a du mal à « *recruter des policiers municipaux* » pour ses 10 000 habitants. Celui de Saint-Guilhem-le-Désert (Hérault), Robert Siegel (divers gauche), aimerait toucher davantage de subventions pour le patrimoine de ses 250 concitoyens. A Mende (Lozère), le socialiste Laurent Suau s'inquiète de l'objectif « *zéro artificialisation nette* » des terres d'ici à 2050.

Emmanuelle Gazel, la jeune maire socialiste de Millau (Aveyron), dans son premier mandat, remarque que « *les maires se sentent souvent isolés. Surtout, depuis le Covid, il y a plus de colère, on doit répondre davantage à une demande croissante, une sorte de consommation des services publics* ». Un constat partagé par la politologue Chloé Morin, de la Fondation Jean-Jaurès, qui relève que « *ces élus sont pris dans un étau, entre des citoyens très exigeants et une action publique complexe, souvent défailante* ».

Dans les sondages, les maires restent cependant les élus dont les Français se sentent le plus proches. Le maire de Frontignan (Hérault), le socialiste Michel Arrouy, ne se sent pas « *déconsidéré* » et assume « *un choix, une passion pour une ville, avec ses bons et parfois très mauvais côtés* ». « *Les gens vont moins bien, on doit avant tout les rassurer et expliquer nos projets et nos choix* », précise-t-il.

Même passion pour Michel Thiriet (sans étiquette), le nouveau maire de Tresserre et ses 1 200 habitants, perchés sur les montagnes des Pyrénées-Orientales. Cet ancien directeur d'hôpital en Moselle est confronté au manque d'eau actuel dans son département et souhaite « *construire un projet de territoire à notre échelle, avec d'autres communes, pour proposer une feuille de route claire* ». Venu pour « *s'informer sur les dispositifs* », il a pu entendre les « *mêmes difficultés rencontrées par des collègues qu'on ne voit pas souvent* ».

« Plaie des réseaux sociaux »

A Toulouse, lors de la seconde journée, jeudi 11 mai, même format, et encore plus d'affluence dans la salle du marché d'intérêt national. Au lendemain de l'annonce de [la démission de Yannick Morez](#), le maire divers droite de Saint-Brevin-les-Pins en Loire-Atlantique – sa commune avait été le théâtre de manifestations d'extrême droite contre l'installation d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile, et son domicile avait été visé par un incendie criminel –, mêmes discussions sur une « *pression et une violence qui montent* », et ce sentiment d'isolement. Philippe Baubay, maire socialiste de Séméac dans les Hautes-Pyrénées, parle de « *cette plaie des réseaux sociaux* » et évoque avec nostalgie « *le café qu'on prend au coin du comptoir ou sur les marchés* ».

Dans la ville de l'aéronautique, ce sont les questions de transports qui ont dominé les débats. Avec l'arrivée prévue d'une ligne à grande vitesse en 2030, irriguant toute la région, beaucoup d'élus se sont inquiétés des répercussions sur le paysage, la vie économique ou touristique, ou des financements demandés. Mais on a aussi parlé « *restauration collective et produits bio* », « *aménagements des parcs naturels régionaux* » et même des aides pour « *les petits bailleurs sociaux* » dans les communes de moins de 5 000 habitants. Tout ce qui fait la vie quotidienne des édiles et de ce que peut leur apporter l'échelon régional.

A l'issue des deux journées, Carole Delga a promis de former 400 secrétaires de mairie chaque année, de renforcer les équipements de la police municipale dans certaines communes, et de redemander à l'Etat la création d'une agence régionale des mobilités, pour harmoniser les tarifs notamment. Surtout, celle à qui on prête des ambitions nationales a promis de renouveler l'expérience tous les deux ans. « *On vient de créer la République d'Occitanie* », plaisantait-elle, à peine, à l'issue des débats, alors que les bus floqués du logo de la région s'apprêtaient à reconduire les maires et leurs adjoints vers leurs communes respectives.

[Philippe Gagnebet\(Toulouse, correspondant\)](#)